

FICHE PRATIQUE :
LA PROCEDURE DE RUPTURE CONVENTIONNELLE
DU CONTRAT DE TRAVAIL

La rupture conventionnelle, régie par les articles L. 1237-11 et suivants du Code du travail, est un dispositif qui permet à l'employeur et au salarié de convenir d'un commun accord des conditions de la rupture du contrat de travail.

Du point de vue du salarié, le principal intérêt de la rupture conventionnelle réside dans le fait qu'elle ouvre droit au bénéfice de l'assurance-chômage.

Du point de vue de l'employeur, c'est l'absence de motif à invoquer au soutien de la rupture qui présente le principal intérêt.

1. Champ d'application

La rupture conventionnelle ne concerne que le contrat de travail à durée indéterminée. Par conséquent, il n'est pas possible de recourir à ce dispositif pour rompre un contrat de travail à durée déterminée.

La rupture conventionnelle ne s'applique pas aux ruptures de contrats de travail résultant :

- des accords collectifs de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences
- des plans de sauvegarde de l'emploi.

La procédure de rupture conventionnelle n'est pas applicable s'il s'agit d'échapper aux dispositions protectrices du salarié en matière de licenciement économique.

La rupture conventionnelle peut être conclue avec un salarié dont le contrat de travail est suspendu et qui ne bénéficie d'aucune protection particulière à ce titre (ex. : congé parental d'éducation, congé pour création d'entreprise, etc.).

En revanche, l'employeur ne peut pas signer une rupture conventionnelle chaque fois que le salarié bénéficie d'un régime de protection particulier, comme un congé maternité, un arrêt de travail imputable à un accident du travail ou une maladie professionnelle, etc.

La rupture conventionnelle du contrat de travail du salarié protégé (délégué du personnel, membre du comité d'entreprise, délégué syndical), est soumise à l'autorisation préalable de l'inspecteur du travail et non à l'homologation du directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DDTEFP).

2. Contexte amiable

La rupture conventionnelle ne doit pas intervenir dans un contexte litigieux.

En effet, il ne s'agit pas d'une transaction, et le salarié dispose d'ailleurs d'un délai d'un an, à compter de la date d'homologation de la convention, pour former un recours contre cette dernière, devant le conseil de prud'hommes.

Il en résulte qu'une rupture conventionnelle homologuée par le DDTEFP peut néanmoins être remise en cause par le conseil de prud'hommes.

3. Entretien(s) préalable(s)

Le principe et les modalités de la rupture conventionnelle se définissent lors d'un ou plusieurs entretien(s), au cours duquel/desquels le salarié peut se faire assister par une personne de son choix appartenant au personnel de l'entreprise, quand celle-ci est pourvue de délégués du personnel ou d'un comité d'entreprise.

En l'absence de représentants du personnel, le salarié peut se faire assister par un conseiller du salarié, comme en matière de licenciement.

Le salarié trouvera cette liste :

- ou bien à la mairie de son domicile,
- ou bien à l'inspection du travail dont dépend l'employeur.

Si le salarié choisit de se faire assister, l'employeur a lui-même la possibilité de se faire assister par un membre du personnel ou, dans les entreprises de moins de 50 salariés, par une personne appartenant à son syndicat ou par un autre employeur relevant de la même branche.

Il n'est pas nécessaire de formaliser les entretiens ; en particulier, l'employeur n'a pas à convoquer le salarié, et il n'y a pas de compte-rendu d'entretien à établir.

4. Contenu de la convention

La convention définit les conditions de la rupture du contrat de travail, et notamment le montant de « l'indemnité spécifique de rupture conventionnelle » versée au salarié.

La rupture conventionnelle doit obligatoirement être matérialisée sur un formulaire administratif-type, mais il est conseillé d'établir en outre une convention distincte, afin de régler les conséquences de la rupture du contrat de travail : droit individuel à la formation, portabilité de la prévoyance, clause de non-concurrence, etc.

En tout état de cause, la convention doit fixer la date de rupture du contrat de travail, qui ne peut intervenir avant le lendemain du jour de l'homologation de la convention par l'administration, mais qui peut être postérieure.

Sauf accord express des parties, le contrat de travail continue de s'exécuter normalement pendant tout le temps que dure la procédure d'élaboration et d'homologation de la convention, et jusqu'à la date fixée pour sa rupture.

Il est cependant possible de convenir d'une dispense d'activité (payée) pendant le temps de la procédure.

5. Indemnité spécifique de rupture conventionnelle

À l'occasion de la rupture conventionnelle, le salarié doit percevoir une « indemnité spécifique de rupture conventionnelle. »

Son montant ne peut être inférieur au montant de l'indemnité légale de licenciement, ou de l'indemnité conventionnelle, si cette dernière est plus favorable au salarié.

Impôt sur le revenu

- L'indemnité de rupture est exonérée d'impôt sur le revenu, quelle que soit la valeur de l'indemnité versée, traitée à ce titre comme une indemnité de rupture dans le cadre d'un PSE.

Cotisations de sécurité sociale

L'indemnité de rupture, par ailleurs totalement exonérée d'impôt sur le revenu sans limite (régime identique à celui observé en cas de PSE) est :

- Exonérée de cotisations sociales, dans la limite d'un montant fixé à 2 PASS (soit 79.464 € en 2018) ;
- Soumise dès le 1^{er} euro, si le montant des indemnités versées est supérieur à 10 PASS (397.320 € en 2018) ou 5 PASS (198.660 € en 2018) s'il s'agit d'un mandataire social (*application du régime des « parachutes dorés »*).

Cotisations CSG/CRDS

L'indemnité de rupture est :

- Exonérée de CSG/CRDS, dans la limite du montant prévu par la convention collective de branche, l'accord professionnel ou interprofessionnel ou à défaut par la loi, ou en l'absence de montant légal ou conventionnel, à hauteur de l'indemnité légale ou conventionnelle de licenciement (n'est donc pas prise en considération présentement les montants éventuellement fixés par accord d'entreprise ou d'établissement) ;
- Soumise dès le 1^{er} euro, si le montant des indemnités versées est supérieur à 10 PASS (397.320 € en 2018) ou 5 PASS (198.660 € en 2018) s'il s'agit d'un mandataire social (*application du régime des « parachutes dorés »*).

Nota : la fraction éventuellement soumise aux contributions CSG/CRDS ne peut être inférieure au montant assujéti à cotisations, et ne bénéficie d'aucun abattement (sommes n'ayant pas la qualité de revenus).

Forfait social

Les indemnités de rupture conventionnelle collective sont totalement exonérées de forfait social (*Précisions apportées par lettre ministérielle du 28 juin 2018*).

6. Délai de rétractation

A compter de la date de signature de la convention par l'employeur et le salarié, chaque partie dispose d'un délai de 15 jours calendaires pour exercer ce droit de rétractation.

En cas d'exercice de la faculté de rétractation, la rupture conventionnelle est sans objet et le contrat de travail se poursuit normalement.

7. Homologation

À l'issue du délai de rétractation, la partie la plus diligente adresse une demande d'homologation à la DIRECCTE (Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi), comprenant un exemplaire du formulaire administratif-type et un exemplaire de la convention de rupture.

Le DDTEFP dispose d'un délai d'instruction de 15 jours ouvrables, à compter de la réception de la demande, pour s'assurer du respect de la liberté de consentement des parties et des conditions prévues par les textes : respect des règles relatives à l'assistance des parties, au droit de rétractation, au montant minimal de l'indemnité spécifique de rupture conventionnelle, etc.

A défaut de notification dans ce délai, l'homologation est réputée acquise (homologation « tacite »).

Si l'homologation est refusée dans le délai de 15 jours ouvrables, les parties restent liées par le contrat de travail, qui doit continuer de s'exécuter dans les conditions habituelles.

8. Fin du contrat

En cas d'homologation expresse ou tacite, le contrat de travail est rompu. La date de rupture du contrat se situe au plus tôt le lendemain de l'homologation, mais peut être postérieure, si les parties en ont décidé ainsi.

A l'issue du contrat, l'employeur doit remettre au salarié un certificat de travail, un exemplaire de l'attestation Pôle emploi, et son solde de tout compte.

La rupture conventionnelle du contrat de travail ouvre droit, dans les conditions de droit commun (activité préalable suffisante, recherche active d'emploi...), au bénéfice de l'allocation d'assurance chômage.

BASE DOCUMENTAIRE SCP VAILLANT & ASSOCIÉS

AVERTISSEMENT

Il est rappelé que les documents mis à disposition sur cette plateforme ne dispensent aucunement les utilisateurs de la consultation d'un professionnel du droit.

Les modèles ne doivent pas être considérés pour autre chose que ce qu'ils sont, c'est à dire des exemples issus de la pratique contractuelle et non des formulaires permettant la rédaction d'un acte définitif valable et efficace dans toutes les situations.

Par ailleurs, les efforts des auteurs afin de tenir les modèles à jour ne garantissent aucunement l'efficacité de l'acte lors du téléchargement. En effet, la rapidité de l'évolution législative, réglementaire et jurisprudentielle rend pratiquement impossible la mise à jour en temps réel.

Il appartient, par conséquent, à l'utilisateur du modèle d'acte d'effectuer, de son propre chef, toutes les recherches documentaires utiles, notamment sur le site www.net-iris.com et sur les sites officiels, tels que, à simple titre d'exemple, www.legifrance.gouv.fr, www.courdecassation.fr, www.conseil-etat.fr, www.conseil-constitutionnel.fr, www.curia.eu.int, www.echr.coe.int, www.justice.gouv.fr, www.minefi.gouv.fr, www.admifrance.gouv.fr, www.assemblee-nationale.fr, www.senat.fr, en vue de rédiger un acte valable et efficace.

S'il n'est pas un professionnel du droit, il lui appartient alors de se faire conseiller lors de la rédaction de l'acte ou postérieurement à celle-ci, avant sa signature.



SCP VAILLANT & ASSOCIÉS
Avocat à la Cour d'Appel de Paris

71 boulevard Raspail - 75006 Paris
Tél. 01.45.44.43.40 - Fax 01.45.48.25.52

cabinet@scpvallant.com
Site : www.cabinet-scpvallant.fr